



**Le 24 mai 2016**

**Solidaires** SYNDICAT NATIONAL  
**Finances**  
**Publiques**

## **APRES LES LIGNES DIRECTRICES DE BRUNO PARENT, LES LETTRES DE CADRAGE DE MICHEL SAPIN**

**Hasard du calendrier ou communication bien orchestrée ? En tout cas les nouvelles tombent les unes après les autres et ne sont que les déclinaisons des politiques d'austérité décidées par les gouvernements successifs.**

**Avant les discussions parlementaires sur le budget 2017, les lettres de cadrage sont envoyées dans les différents ministères.**

La recherche d'économies se poursuit mettant en danger l'action publique et les services qui les mettent en œuvre.

Ainsi, Michel Sapin déclare que pour rentrer dans le cadre de la réduction du déficit public (qui ne doit pas dépasser 3 % du PIB), le gouvernement recherche 1,9 milliards d'économie pour 2016 et 2 milliards pour 2017. Cette quête se décline une fois de plus ou une fois de trop, en réduction des effectifs de la Fonction publique.

Ainsi, le Ministre de l'économie et du budget déclare que les effectifs publics devront se réduire de 2 % et qu'un gel de toutes mesures catégorielles doit s'appliquer dans l'ensemble des ministères dits non prioritaires.

En déterminant les missions publiques prioritaires ou non le gouvernement met en péril l'ensemble des services publics et la cohésion sociale qui les concernent.

Suite aux attentats du 13 novembre 2015 le gouvernement avait mis en place le pacte de sécurité. Il avait pris alors l'engagement que les efforts budgétaires pour renforcer certains ministères tels que la Police, la Défense et la Justice ne se feraient pas au détriment d'autres. Les mois passent et les promesses s'oublient et malgré, la politique inefficace sur le plan économique et social, le gouvernement poursuit en tentant de nous persuader que « ça va mieux ».

Si on projette, à la DGFIP, la réduction annoncée de 2% des effectifs, le chiffre de 2226 semblerait être le volume d'emplois en moins pour l'année 2017.

Pour Solidaires Finances Publiques, ces choix ne sont plus supportables ni acceptables, la DGFIP dans le contexte actuel, a un rôle capital à jouer en matière de recettes fiscales. Ainsi la lutte contre le blanchiment d'argent qui finance en partie le terrorisme, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales révélées par les affaires Luxleaks, Panama papers, sont aussi des missions hautement prioritaires. Il ne faut pas oublier non plus que la DGFIP devra mettre en œuvre s'il est voté par le parlement le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu. De nouvelles coupes budgétaires et dans les effectifs, font sans aucun doute planer le risque d'un accident industriel du type Louvois ou l'ONP.

Alors que le projet de loi de finances 2017 commence à rentrer en discussion, Solidaires Finances Publiques appelle l'ensemble des personnels à se mobiliser, à rejoindre les agents en action dans différents départements pour exiger l'arrêt des suppressions d'emploi et pour rejeter le démantèlement de la DGFIP

**IL FAUT AMPLIFIER PARTOUT LES BLOCAGES, MULTIPLIER LES ACTIONS, LES INITIATIVES.  
REJOIGNONS DANS LA BAGARRE LES AGENTS DES PYRÉNÉES ORIENTALES, DE L'AUDE, DU  
GARD, DE PARIS, DE HAUTE-CORSE ET D'AILLEURS.**

**Et le 2 juin, soyons massivement dans l'action et en grève !**